

Imaginons notre monde...

Thème : démocratie

Le besoin d'une démocratie plus directe se fait encore plus sentir en cette période de crise sanitaire. Déjà, le premier tour des élections avaient vu une montée de la participation citoyenne qui permette de répondre aux grandes préoccupations sur la gouvernance, à la fois les collectivités locales, mais aussi nationales et internationales.

Parmi les contributions, un certain nombre concernent spécifiquement les pays africains (où Utopia est représenté).

UNE PARTICIPATION CITOYENNE - UNE GOUVERNANCE PARTAGÉE

Au-delà de la pression nécessaire que les citoyens exercent sur les gouvernants, il faudra créer des assemblées citoyennes décisionnaires sur les grands sujets concernant le Bien Commun. Leurs porte-paroles peuvent être tirés au sort ou désignés par vote (élection sans candidat) et les décisions prises après échanges, conférences et débats équilibrés.

L'intégration des mouvements et associations dans les consultations et les décisions est une façon de concerner et mobiliser les citoyens à la gestion politique de leur territoire (municipalisme). L'éducation dans les écoles et la formation à la politique et la gestion territoriale pour tous-tes en est une des clés.

La démocratie représentative actuel n'est pas suffisante pour assurer un contrôle des engagements des représentants élus. Des mandats impératifs devraient être la règle et les élus-représentants mandatés pour relayer et appliquer les décisions des assemblées citoyennes.

Les partis ne sont pas les seuls détenteurs des propositions et des élections. Les mouvements a-partisans doivent bénéficier des mêmes statuts que les partis, notamment en matière électorale.

POLITIQUE ET ETHIQUE

Il s'agit de mettre en avant la solidarité plutôt que la suspicion; considérer tous les acteurs comme des citoyens avec droits et devoirs correspondants; prendre en compte les personnes physiques et morales qui agissent au sein de la société (droits de vote local, respect des lois, intégration des immigrés dans les prises de décision). Pour cela, créons une Charte de l'Humanisme pour fixer les devoirs et limites des élus.

Les discours haineux ou insultants doivent être bannis et réprimés, et encore plus dans les instances politiques.

Derrière certains votes à des assemblées nationales, régionales ou locales, se cache souvent l'action de lobbies ou de groupes d'influence. Leur action doit être rendue publique et visible par tous-tes.

Il faut exiger de nos représentants la transparence, la vérité et l'absence de conflits d'intérêts. Pour cela, une charte de l'élu doit être rédigée par les citoyens et appliquée systématiquement sous peine, en cas de manquement, de révocation.

LIMITER LES POUVOIRS DES GOUVERNANTS

L'état d'urgence ne doit pas devenir perpétuel et ainsi justifier des mesures liberticides. L'existence du 49,3 est anti-démocratique. Il devra être supprimé.

Les pouvoirs de l'institution risquent d'instrumentaliser la justice et les forces de l'Ordre. La désobéissance civile, quand elle est justifiée, ne doit plus être réprimée, mais prise en compte.

La privatisation des services publics devrait être interdite. Plus encore, la recherche et certains biens communs comme la santé, l'alimentation, les terres agricoles, le logement, doivent sortir du marché capitaliste financier.

ET L'EUROPE?

Les institutions européennes sont au mieux incompréhensibles, au pire opaques et non démocratiques.

Pour devenir un acteur essentiel de la coopération pour un nouvel ordre mondial l'Europe doit être fondée sur la solidarité entre pays et entre peuples. Le problème des dettes souveraines prétexte à imposer la XXX doit être résolu. L'Europe œuvrera au raccourcissement partiel des chaînes de production, à la relocalisation de certaines activités et à des échanges commerciaux plus justes et climato-compatibles. Elle réorientera l'aide au développement vers les besoins humains fondamentaux. Elle assurera un accueil décent des migrants. Elle organisera une forme de souveraineté de production : alimentaire (ex. protéines végétales), sanitaire (médicaments, vaccins), énergétique (équipements photovoltaïques) et numériques. C'est à l'Europe de mettre en place un *Green New Deal* digne de ce nom, mettant la lutte contre le changement climatique et la justice sociale au cœur d'un nouveau modèle économique : transition vers une économie décarbonée, forte imposition des hauts revenus, soutien à la conversion écologique des emplois. Elle instituera un revenu minimum harmonisé, une assurance chômage, un revenu universel d'existence. Il s'agit de refonder un budget conforté par des taxes sur les GAFAM (qui profitent largement de la crise sanitaire) et sur les transactions financières ainsi que par une lutte sévère contre les paradis fiscaux.

LES TERRITOIRES

Une centralisation excessive ne permet pas une adaptation aux réalités territoriales.. Il est proposé de :

- donner plus d'autonomie et plus de latitude d'actions aux territoires ;
- organiser une production à la demande majoritaire, décidée en locale, puis par mandats, afin d'assurer une bonne autonomie locale de produits reconnus utiles par les habitants ;
- permettre que les décisions qui peuvent être prises à l'échelon le plus local le soient, et seulement ce qui ne peut l'être soit fait au niveau d'un échelon plus large.
- faciliter les échanges, expérimentations et solidarités entre les territoires en créant des bio-régions liées par une Constitution Confédérale.

REFERENDUMS POPULAIRES

Les référendums d'initiative populaire seront facilités, précédés de débats avec des citoyens tirés au sort et largement relayés par les media.

Au-delà des RIP à l'initiative des citoyens, il est souhaité que les élus puissent régulièrement demander leur avis à leurs administrés par référendum (notamment sur les questions environnementales et sociétales), en évitant les réponses à des questions binaires et en favorisant les débats préalables.

PARTICULARITÉS DE L'AFRIQUE

La démocratie n'est pas la même dans tous les pays du monde. En Afrique, sa mise en place semble plus cruciale qu'en Europe.

La perception "coloniale" des pays africains doit être combattue.

Il s'avère indispensable de lutter contre l'instrumentalisation des juges et de la justice et se mobiliser contre les révisions constitutionnelles et les transmissions dynastiques du pouvoir ainsi que les stratégies violentes de conquête et de conservation du pouvoir politique. Une telle option ne peut être effective que dans un régime politique où il y a séparation des pouvoirs et obligation de rendre compte.

Il est demandé de proposer une autre forme de gestion du conseil de sécurité; l'arrêt de l'accaparement des terres des pays du sud; la réhabilitation des traditions hospitalières; mettre en place une démocratie participative avec recours aux langues nationales afin que les populations puissent comprendre les programmes proposés.

En guise de conclusion, le parti politique pour gouverner un pays pourrait être celui qui s'intitule « liberté égalité fraternité » !!